

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)
5e séance
tenue le
mercredi 11 octobre 1995
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5e SÉANCE

Président : M. MUTHAURA (Kenya)

SOMMAIRE

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Audition de pétitionnaires

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour)* (suite)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE* (suite)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL* (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES* (suite)

* Questions faisant l'objet d'un examen groupé.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.4/50/SR.5
6 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/50/23 (Partie V), chap. IX, (Partie VI), chap. X; A/AC.109/2012, 2013 et Corr. 1 et Add. 1, 2014, 2015 et Add. 1, 2016 et Add. 1, 2017 et Add. 1, 2018, 2019 et Add. 1, 2020 et Add. 1, 2021 à 2023, 2025, 2028, 2029 et Add. 1, 2030; S/1995/240 et Add. 1, 404, 779)

Audition de pétitionnaires

Question du Sahara occidental (A/C.4/50/4/Add. 2)

1. M. CORELL* (Conseiller juridique) présente, conformément à la décision adoptée à la séance précédente, un avis juridique concernant la demande d'audition de M. Ruddy publiée sous la cote A/C.4/50/4/Add.2.
2. Pour formuler un avis sur la question, M. Corell a dû se reporter à l'un des articles du Statut du personnel, qui fait partie des règlements adoptés par l'Assemblée générale, régissant les conditions fondamentales d'emploi, ainsi que les droits, obligations et devoirs essentiels du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

L'article 1.5 du Statut du personnel se lit comme suit :

"Les fonctionnaires doivent observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf dans l'exercice de leurs fonctions, ou avec l'autorisation du Secrétaire général, ils ne doivent à aucun moment communiquer à qui que ce soit, ou utiliser dans leur intérêt propre, un renseignement dont ils ont eu connaissance du fait de leur situation officielle et qui n'a pas été rendu public. La cessation de service ne les dégage pas de ces obligations."

3. Le Secrétaire général a constaté que M. Ruddy demandait à être entendu en tant qu'ancien fonctionnaire de l'Organisation ayant occupé un poste de haut rang – Vice-Président de la Commission d'identification auprès de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) – et sur un sujet lié aux activités de la mission de maintien de la paix à laquelle il était affecté. Il ne faisait donc aucun doute pour lui que cette demande était directement liée aux responsabilités qu'avait M. Ruddy en tant que fonctionnaire de la MINURSO et à des documents et informations qui ne sont pas accessibles au public. D'ailleurs, les activités de la Mission sont largement exposées dans les documents officiels du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.
4. Ayant examiné la demande de M. Ruddy sous cet angle, le Secrétaire général a conclu qu'il ne pouvait pas autoriser l'intéressé, un ancien fonctionnaire ayant occupé un poste de rang élevé, à s'exprimer devant une commission de

* À la demande du Président, cette déclaration est reproduite in extenso dans le présent compte rendu.

l'Assemblée sur, précisément, des questions dont il était chargé et en s'appuyant sur l'expérience acquise dans l'exercice de ses fonctions. C'est le Secrétaire général qui présente par principe les vues du Secrétariat aux organes et organismes de l'Organisation des Nations Unies et il n'autorise pas les fonctionnaires en exercice ou ayant cessé leurs activités, à exposer leurs sentiments, leurs vues ou leur expérience personnelle auxdits organes. Il est habilité à prendre cette décision en vertu de l'article 1.5 du Statut du personnel.

5. Dans ces conditions, en prenant la parole devant la Commission sur son invitation, M. Ruddy enfreindrait les dispositions de l'article susmentionné. Le Secrétaire général ne doute pas que le Président et les membres de la Quatrième Commission tiendront compte de ce qui précède et de la nécessité de respecter les dispositions du Statut du personnel adopté par l'Assemblée générale.

6. M. ZAHID (Maroc) remercie le Conseiller juridique et le Secrétaire général de s'être penchés sur la question de la participation de M. Frank Ruddy aux travaux de la Commission en tant que pétitionnaire. Il se félicite de la recommandation du Conseiller juridique et note que la position de son pays va dans le sens des dispositions du Statut du personnel, notamment de l'article 1.5, qui découle directement de la Charte des Nations Unies. Par conséquent, la délégation marocaine a l'intention de voter contre toute proposition, y compris celle présentée par l'Algérie, susceptible d'entraîner une violation du Statut du personnel adopté par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a fondé sa recommandation de ne pas autoriser M. Frank Ruddy à prendre la parole devant la Commission en tant que témoin sur les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 100 de la Charte. La proposition algérienne, elle, est incompatible avec la Charte. Le Maroc est convaincu que tous les représentants présents voteront contre toute proposition de ce type. Ce faisant, les États contribueront au triomphe de la légalité, feront montre de respect pour le Secrétaire général et renforceront les efforts qu'il déploie en faveur de la paix et du développement.

7. L'orateur rappelle que M. Ruddy a travaillé à l'Organisation en qualité de Vice-Président de la Commission d'identification de la MINURSO. Comme l'indique le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport sur l'examen du bien-fondé des allégations faisant état d'irrégularités et d'erreurs de gestion formulées par M. Ruddy (A/49/884, par. 34), ces plaintes étaient essentiellement motivées par la déception causée par le non-renouvellement de contrat de l'intéressé et par de l'animosité personnelle. En ce qui concerne M. Eric Jensen, il y a lieu de se reporter aux conclusions du rapport susmentionné selon lesquelles "l'actuel Représentant spécial adjoint est tenu en haute estime et (...) son talent de négociateur ainsi que la confiance dont il jouit auprès des 'parties' sont généralement reconnus" (par. 35). Par conséquent, la situation étant absolument claire, la délégation algérienne devrait renoncer à faire entendre M. Ruddy par la Commission.

8. M. LAMAMRA (Algérie) pose au Conseiller juridique les questions suivantes : existe-t-il un précédent dans l'histoire des principaux organes de l'Organisation où un ancien fonctionnaire s'est vu refuser, pour une raison ou pour une autre, le droit de prendre la parole devant les membres d'une

/...

commission? La déclaration du Conseiller s'appuie sur une décision prise dans une situation analogue par l'un des principaux organes de l'Assemblée générale ou est-ce la première fois dans l'histoire de l'Organisation que l'article 1.5 du Statut du personnel est invoqué? Le Tribunal administratif des Nations Unies a-t-il engagé des poursuites disciplinaires contre un fonctionnaire, qu'il soit encore ou non au service de l'Organisation, pour violation de l'article 1.5 du Statut du personnel? Suivant quelles procédures un fonctionnaire est-il autorisé par le Secrétariat de l'Organisation à communiquer ses vues à d'autres personnes physiques ou morales, et ces procédures ont-elles été suivies lorsque M. Ruddy a témoigné devant un sous-comité du Sénat des États-Unis? Par ailleurs, l'article 1.5 s'applique à des renseignements qui n'ont pas été rendus publics. Peut-on considérer les informations contenues dans les rapports périodiques du Secrétaire général sur les activités de la MINURSO comme des renseignements rendus publics?

9. M. CORELL (Conseiller juridique) dit qu'il sera répondu en une seule fois à toutes les questions posées par le représentant de l'Algérie. Il précise qu'en établissant ses avis, le Département des affaires juridiques effectue un travail de recherche considérable et examine soigneusement la question sous tous ses aspects.

10. M. LAMAMRA (Algérie) dit que la décision que prendront les membres de la Commission est importante à bien des égards et qu'elle influencera les aspects juridiques des travaux de la Commission, les droits des fonctionnaires de l'Organisation et le prestige de cette dernière et, en particulier, l'opinion publique des États-Unis, puisque l'affaire concerne un citoyen américain qui représentait son pays à la MINURSO.

11. Dans la mesure où M. Ruddy était à la fois un représentant des États-Unis et le Vice-Président de la Commission d'identification de l'ONU, rien ne donne à penser qu'il a l'intention de s'exprimer devant la Commission comme fonctionnaire de l'Organisation plus que comme représentant de son pays. La Commission ne devra pas fonder sa décision sur certaines informations puisées dans un petit nombre de documents mais faire preuve de bonne volonté et de bon sens. En conséquence, il faut donner à M. Ruddy la possibilité de présenter ses vues devant les membres de la Commission.

12. Il n'est pas conforme à la pratique habituelle que le Département des affaires juridiques donne un avis consultatif oralement, d'autant plus qu'il se réfère en général à des précédents, ce qui n'est pas le cas actuellement vu qu'il n'y a pas de précédent. Qui plus est, c'est la première fois que le Département prend le parti d'une des parties en cause. Or, il ne doit pas être le juge, puisque ce rôle ne peut revenir qu'à la Commission elle-même. Pour prendre sa décision, la Commission devra considérer la question sous le triple aspect juridique, éthique et politique, alors que l'avis qui vient d'être entendu ne contient que quelques éléments juridiques.

13. Par exemple, le représentant du Secrétariat a cité l'article 1.5 du Statut du personnel, qui doit être interprété compte tenu de l'obligation pour les fonctionnaires de régler leur conduite uniquement en fonction des intérêts de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit de l'Organisation tout entière, c'est-à-dire de tous ses organes, y compris l'Assemblée générale qui a aussi

adopté le Statut du personnel et qui prend des décisions concernant les mandats et les programmes. Il n'y a donc pas dichotomie entre l'Assemblée et le Secrétariat, puisque ce dernier sert les intérêts collectifs des États Membres de l'Organisation. On ne saurait donc invoquer l'obligation de réserve au détriment des intérêts d'un organe délibérant de l'ONU, en l'occurrence l'Assemblée. Ce serait une erreur tragique qui pourrait donner à penser que le Secrétariat cache quelque chose à l'Assemblée, aussi absurde et incongrue que paraisse cette supposition. Le Statut du personnel définit les conditions d'emploi des fonctionnaires et on ne peut l'utiliser pour régler les relations entre les organes délibérants de l'Organisation et le personnel du Secrétariat, qui sont déterminées par le règlement intérieur et la pratique de chaque organe. L'Assemblée générale a adopté un nombre considérable de résolutions, notamment sur recommandation de la Quatrième Commission, dans lesquelles elle engage toutes les personnes qui disposeraient de renseignements importants pour l'examen des questions relatives à la décolonisation à les communiquer à la Quatrième Commission ou au Comité des Vingt-Quatre. En outre, il existe des dizaines de précédents, dans les années 70 et 80, où d'anciens fonctionnaires de l'Organisation ont témoigné devant l'une des grandes commissions de l'Assemblée générale sur la question de la Namibie. C'est précisément pour cette raison que M. Lamamra a demandé au Conseiller juridique si, en formulant son avis, le Secrétariat avait déterminé si des situations analogues s'étaient déjà produites.

14. En outre, le Conseil de sécurité peut inviter des fonctionnaires ou anciens fonctionnaires du Secrétariat à participer à ses débats en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire et il le fait sans tenir aucun compte de la fonction qu'occupe ou occupait la personne qu'il a invitée à lui fournir des informations. Il n'y a aucune raison pour que le fonctionnement de l'Assemblée générale soit moins souple que celui du Conseil de sécurité.

15. Pour ce qui est de l'article 1.5 du Statut du personnel, il n'y est fait mention que de renseignements qui n'ont pas été rendus publics; or, tant d'informations relatives au Sahara occidental figurent dans les documents de nombreux organes, qui sont accessibles à la presse, et dans d'autres publications que, même sans avoir travaillé pour la MINURSO et sans s'être rendu au Sahara occidental, un pétitionnaire pourrait donner un avis informé sans faire appel à aucun renseignement qui n'a pas été rendu public.

16. D'un point de vue éthique, il est tout à fait incompatible avec les nobles inspirations de l'Organisation des Nations Unies d'interpréter l'article 1.5 du Statut du personnel comme une sorte de "conspiration du silence". Si l'on voulait l'appliquer à la lettre, le Président du Conseil du personnel de l'ONU, qui est membre du Secrétariat, ne devrait pas présenter ses vues à la Cinquième Commission, ce qu'il fait pourtant couramment.

17. Du point de vue politique, il est clair que les membres de la Commission ne disposent pas de toutes les informations nécessaires concernant la situation au Sahara occidental; or, la Commission porte une responsabilité particulière devant la communauté internationale et le peuple de ce territoire, à qui le droit à l'autodétermination doit être garanti. Le Comité des Vingt-Quatre n'a pas dépêché de mission au Sahara occidental depuis 1975, alors qu'il en envoie chaque année un grand nombre dans les territoires non autonomes du monde entier.

/...

Pourtant, la vérité finit toujours par apparaître. En l'occurrence, elle est révélée par Human Rights Watch, le Parlement européen, des journalistes de toutes tendances, et les membres actuels ou anciens membres de la MINURSO. Le Secrétariat ne doit pas donner l'impression que de quelconques secrets doivent être gardés, ou chercher à ériger un mur de silence autour du Sahara occidental. Le représentant de l'Algérie conclut en demandant qu'il soit procédé à un vote enregistré sur la demande d'audition de M. Ruddy.

18. À la demande de l'Algérie, il est procédé au vote enregistré sur la demande d'audition (A/C.4/50/4/Add.2).

Votent pour : Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Brésil, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Cuba, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Ghana, Haïti, Honduras, Kenya, Lesotho, Mexique, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Uruguay, Venezuela, Viet Nam et Zambie.

Votent contre : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Koweït, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine et Zaïre.

S'abstiennent : Afghanistan, Angola, Argentine, Bahamas, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Myanmar, Nigéria, Pérou, Philippines, Singapour, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago et Turquie.

19. Par 38 voix contre 32, avec 20 abstentions, la proposition est rejetée.

20. M. COUNTRYMAN (États-Unis d'Amérique) dit que, compte tenu de la pratique de la Commission, qui n'a jamais refusé d'entendre un pétitionnaire, et du fait que M. Ruddy s'est déjà exprimé publiquement sur la question, il serait dans l'intérêt de l'Organisation de laisser ce dernier prendre la parole en tant que pétitionnaire.

21. M. PEREZ-GRIFFO (Espagne), parlant au nom des États membres de l'Union européenne, dit que dans la mesure où M. Ruddy n'a pas obtenu l'autorisation du Secrétaire général, requise dans le Statut du personnel, sa délégation a décidé de se ranger à l'avis du Conseiller juridique et donc de voter contre la proposition pour éviter toute violation du Statut. L'Union européenne et ses États membres ne souhaitent cependant pas que la décision prise constitue un précédent.

22. M. JELE (Afrique du Sud) accorde beaucoup d'importance au respect du principe démocratique de la liberté d'expression et rappelle que par le passé,

/...

des particuliers ont pris la parole en tant que pétitionnaires sur des questions concernant son pays.

23. Mme MAWHINNEY (Canada), tout en considérant la liberté de parole comme essentielle, se voit en l'occurrence obligée de se ranger à l'avis du Conseiller juridique.

24. M. ZAHID (Maroc) remercie les membres de la Commission de la pondération et du sérieux dont ils ont fait preuve. Le résultat du vote a une fois de plus montré à quel point les États Membres ont à coeur de préserver le prestige de l'Organisation et celui du Secrétaire général.

25. Mme CORAYANIDES (Australie) dit que pour sa délégation, comme pour beaucoup d'autres, le choix a été difficile et qu'elle n'a voté contre la proposition que parce qu'au vu des circonstances, il importait d'éviter toute violation du Statut du personnel.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/50/23 (Partie V), chap. IX et (Partie VI), chap. X; A/AC.109/2012, 2013 et Corr.1 et Add.1, 2014, 2015 et Add.1, 2016 et Add.1, 2017 et Add.1, 2018, 2019 et Add.1, 2020 et Add.1, 2021 à 2023, 2025, 2028, 2029 et Add.1; S/1995/240 et Add.1, 404, 779)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/50/23 (Partie IV), chap. VIII et A/50/458)

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE (suite) (A/50/23 (Partie III), chap. V)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/50/23 (Partie IV), chap. VII, A/50/212 et Add.1; A/AC.109/L.1838; E/1995/85)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/50/3, chap. V, sect. C)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/50/481)

26. M. ODHIAMBO (Kenya), rappelle, à propos de la question du Sahara occidental, le plan de règlement élaboré par l'ONU en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avec l'assentiment du Maroc et du Front POLISARIO, et les résolutions 658 (1990) et 809 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 27 juin 1990 et du 2 mars 1993. Malgré la lenteur des opérations d'inscription des électeurs et le peu de progrès réalisés jusqu'à présent, le Kenya est convaincu que le retrait de la MINURSO ne ferait qu'aviver

/...

le conflit et demande donc instamment au Conseil de sécurité de prolonger le mandat de la mission jusqu'à ce que ses objectifs aient été atteints.

27. M. PHANIT (Thaïlande) souligne que l'autodétermination est la seule option possible dans le processus de décolonisation et il réaffirme la légitimité de toutes les formes d'autodétermination qui sont conformes aux dispositions des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date des 14 et 15 décembre 1960. Cependant, pour que la décolonisation aboutisse, il est crucial aussi de faire preuve de souplesse et de réalisme. Dans la mesure où la décolonisation doit s'accompagner de mesures politiques et d'une action réelle en faveur du développement économique, l'exercice véritable du droit à l'autodétermination exige un développement économique équilibré, permettant aux peuples d'atteindre une certaine autosuffisance. L'enseignement et le développement centré sur l'homme sont également essentiels à la réalisation des objectifs de la décolonisation. C'est pourquoi la Thaïlande est disposée, dans le cadre de son programme de coopération internationale, par le biais duquel elle apporte à divers pays en développement une assistance technique et une aide à l'instruction, à venir en aide également aux territoires non autonomes qui en feraient la demande.

28. Il est très important par ailleurs d'obtenir des renseignements sur les territoires non autonomes, comme prévu à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. À cet égard, la Thaïlande exhorte l'Organisation à envoyer des missions de visite dans ces territoires afin d'obtenir de première main des informations qui faciliteront le processus de décolonisation.

29. M. MARTINS FELICIO (Brésil), rappelant que la décennie en cours a été déclarée Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, dit qu'il serait injuste de se désintéresser de la question des territoires non autonomes sous prétexte qu'il n'en reste que quelques-uns. Les changements importants récemment survenus dans le monde montrent que le Comité des Vingt-Quatre doit continuer à rechercher les moyens de mener à bien sa mission. Les objectifs fondamentaux du Comité doivent rester inchangés : il s'agit de promouvoir la décolonisation jusqu'à ce que le colonialisme ait totalement disparu, de favoriser le développement politique et économique des territoires non autonomes pour les préparer à exercer pleinement et librement leur droit à l'autodétermination, éventuellement en accédant à l'indépendance, et de réunir et diffuser des informations mises à jour sur les territoires non autonomes.

30. La délégation brésilienne souligne une fois encore qu'il importe de mettre en place dans les territoires non autonomes des structures économiques qui permettent à la population d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et à la Charte des Nations Unies. Lorsque les puissances administrantes prévoient de mener des activités économiques dans les territoires non autonomes, elles doivent tenir compte des besoins et des intérêts de la population, et notamment éviter de porter atteinte à son patrimoine culturel et à l'environnement.

31. L'existence de bases militaires dans les territoires non autonomes constitue un obstacle de taille à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, d'autant plus que les

/...

conditions sont désormais beaucoup plus propices à la paix et à la coopération entre les peuples. La délégation brésilienne se félicite que le Canada ait fermé sa base des Bermudes en 1994 et que le Royaume-Uni et les États-Unis envisagent eux aussi de fermer dans l'année leurs bases militaires aériennes et navales dans ce territoire.

32. La délégation brésilienne se félicite également de l'atmosphère positive et constructive qui a caractérisé la première réunion tenue dans le cadre du dialogue rassemblant toutes les composantes de l'opinion publique du Timor oriental et considère qu'il est utile que les contacts se poursuivent entre les indépendantistes timorais et les autorités indonésiennes. Elle ne doute pas que la résolution sur la question du Sahara occidental sera adoptée par consensus à la session en cours. En ce qui concerne les îles Malvinas, le Brésil appuie la poursuite d'un dialogue constructif entre les gouvernements argentin et britannique. Il se félicite que le Gouvernement néo-zélandais ait décidé de satisfaire les aspirations de la population des îles Tokélaou qui souhaite décider elle-même de son statut politique futur.

33. M. HE Yafei (Chine) dit que l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de territoires coloniaux, et en particulier l'accélération du processus de décolonisation après l'adoption en 1960 de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, constitue l'un des plus grands succès de l'ONU. Cependant, le colonialisme n'a pas encore tout à fait disparu : il reste encore plus d'une dizaine de territoires non autonomes. Le Comité spécial doit s'employer énergiquement à accélérer la décolonisation de sorte que le colonialisme soit totalement éliminé d'ici à l'an 2000.

34. La Chine a toujours considéré que les peuples des territoires non autonomes devaient décider librement de leur statut politique en fonction de leurs intérêts nationaux, et pouvoir exercer leur droit au développement économique, social et culturel; toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation doivent répondre aux intérêts fondamentaux de ces territoires, quelles que soient leur situation géographique, leur superficie, l'importance de leur population et les ressources naturelles qu'ils recèlent. Aucun pays n'a le droit de stationner des troupes ou d'établir des installations ou des bases militaires dans des territoires non autonomes. Tous les intérêts étrangers, économiques ou autres, qui mènent des activités dans ces territoires doivent prendre en considération les intérêts et les vœux des populations locales; leurs activités économiques doivent contribuer à renforcer la viabilité économique et financière des territoires non autonomes. Toutes les puissances administrantes sont tenues de coopérer avec le Comité spécial pour favoriser le progrès politique, économique et social des peuples des territoires qu'elles administrent, afin de créer des conditions propices à l'exercice de leur droit à l'autodétermination. L'ONU et les institutions spécialisées doivent accorder plus d'attention aux aspirations et aux exigences raisonnables des peuples des territoires non autonomes, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et continuer à mettre tout en oeuvre pour que le colonialisme soit définitivement éliminé.

35. M. NÚÑEZ MOSQUERA (Cuba) juge discriminatoire et inacceptable l'argument qui a déjà été avancé auparavant et est encore invoqué aujourd'hui, selon lequel

/...

il faut tenir compte de la superficie ou de la population d'un territoire lorsque l'on examine la question de son indépendance. Le droit inaliénable des peuples coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance est un principe qui doit être universellement respecté, indépendamment de la superficie du territoire, de sa situation géographique, de l'importance de sa population et des ressources naturelles qu'il recèle. La décolonisation a considérablement progressé grâce à l'ONU, mais toutes les parties doivent reconnaître qu'il faut continuer la lutte pour éliminer les dernières manifestations du colonialisme.

36. Cuba constate avec préoccupation que certains milieux étrangers, poursuivant des objectifs économiques et militaires, continuent de freiner le processus de décolonisation, faisant ainsi obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il est essentiel que les puissances administrantes prennent les mesures administratives nécessaires pour garantir la stabilité économique des territoires dont elles sont responsables, qu'elles mettent en oeuvre des programmes concrets de développement économique et social et qu'elles veillent à ce que les populations de ces territoires puissent librement prendre des décisions sans être soumises à aucune pression.

37. Il est inadmissible que certains tentent encore de méconnaître le principe du droit à l'indépendance en faisant valoir que les documents de l'ONU ne mentionnent que le droit à l'autodétermination. Il est également inacceptable que l'on essaie de dénaturer le droit à l'autodétermination en employant des formules et des termes qui donnent l'impression qu'il peut être question d'autodétermination dans un contexte autre que celui des peuples se trouvant sous domination coloniale.

38. Certaines puissances continuent de faire obstacle à la lutte pour l'élimination du colonialisme sous toutes ses formes et manifestations. Il est indispensable que des mesures concrètes soient prises, et notamment que tous les renseignements nécessaires soient fournis à l'ONU, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, pour l'aider à mener une action efficace dans ce domaine.

39. Les puissances administrantes doivent être prêtes à coopérer avec les missions de visite de l'ONU, afin que celles-ci puissent évaluer sur place la situation dans chaque territoire et déterminer quels sont véritablement les vœux et les aspirations de sa population. Lorsque l'information relative à un territoire particulier fait défaut, les missions de visite constituent un moyen efficace de l'obtenir et de faire ainsi progresser la décolonisation.

40. M. AL-HASSAN (Oman) dit que depuis la création de l'ONU en 1945, le monde a beaucoup évolué, et que le changement le plus important résulte du fait que beaucoup de pays ont exercé leur droit à l'autodétermination et accédé à l'indépendance. La paix et la sécurité mondiales ne pourront devenir réalité tant que toutes les formes de colonialisme n'auront pas été éliminées. La délégation omanaise estime que le Comité de la décolonisation doit être maintenu et que son mandat ne doit pas être limité aux petits territoires ou aux territoires insulaires. Le colonialisme traditionnel a disparu, et les changements qui se sont produits sous une forme ou sous une autre doivent se refléter dans les travaux du Comité. Ainsi, compte tenu de la vaste expérience

qu'il a acquise en matière de décolonisation, son mandat actuel pourrait être élargi de sorte qu'il puisse régler promptement les problèmes qui se posent.

41. Les puissances administrantes se doivent également de trouver les moyens de donner aux populations qui n'ont pas encore exercé leur droit à l'autodétermination un droit de regard sur leur statut politique et économique. Sur la base des résolutions pertinentes, elles doivent également faire en sorte d'élever le niveau de vie des populations des territoires, sans aucune discrimination et en tenant compte de leurs intérêts. Par ailleurs, il convient d'accueillir favorablement toute mesure prise dans ce sens par les puissances administrantes. Pour le Comité de la décolonisation et les puissances administrantes, le dialogue et les efforts conjoints sont les meilleurs moyens de régler les différends et de parvenir à un accord. La participation des États aux travaux du Comité permettrait de tourner une nouvelle page dans la coopération avec ce dernier et de rendre son action plus efficace.

42. M. IZQUIERDO (Équateur), parlant au nom du Groupe de Rio, dit que l'action menée par l'ONU dans le domaine de la décolonisation au cours de ses 50 années d'existence a donné de bons résultats, mais que certains peuples n'ont pas encore eu la possibilité d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et de décider librement de leur avenir. Il incombe à la Quatrième Commission de prendre toutes les mesures possibles pour que le processus de décolonisation soit mené à bien sans retard.

43. Le Comité spécial de la décolonisation a certes contribué utilement aux travaux de la Quatrième Commission, mais il doit encore améliorer et diversifier son action en fonction des changements survenus des années précédentes, tout en continuant à s'acquitter de ses fonctions essentielles sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de ses propres décisions.

44. Pour collecter des informations de première main concernant les aspirations des populations des territoires dont s'occupe le Comité, les missions de visite constituent l'un des moyens les plus efficaces. À cet égard, la Nouvelle-Zélande mérite d'être louée pour l'efficacité de sa coopération avec la Mission de visite aux îles Tokélaou; les autres puissances administrantes devraient suivre son exemple.

45. En ce qui concerne le problème du Sahara occidental, la communauté internationale espère que le plan de règlement sera mis en oeuvre au plus tôt et que, lorsque la Commission d'identification aura mené à bien ses travaux, le référendum pourra être organisé comme prévu. Pour ce qui est du Timor oriental, l'Équateur se félicite des progrès réalisés dans les pourparlers entre le Portugal et l'Indonésie, sous l'égide du Secrétaire général.

46. Concernant l'Amérique latine, l'intervenant espère que l'évolution positive des relations bilatérales entre l'Argentine et le Royaume-Uni permettra à ces deux États de trouver une solution pacifique au problème de la souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

47. L'existence d'installations et de bases militaires dans les territoires non autonomes est également un problème qu'il convient d'examiner. Dès lors que la guerre froide a pris fin et que la confrontation a fait place à la coopération et à la paix, il est temps de cesser de tester, de déployer et d'entreposer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans les territoires non autonomes et les régions avoisinantes.

48. M. ALVAREZ (Uruguay) dit que, le Conseil de tutelle ayant mené à bien l'essentiel de sa mission avec l'accession à l'indépendance des Palaos en 1994, dernier territoire visé par son mandat, l'Organisation est amenée à restructurer ses activités en matière de décolonisation, et que les puissances administrant des territoires dont les peuples ne sont pas parvenus à la pleine autonomie devront prendre des mesures concrètes. Depuis 50 ans que l'ONU existe, l'Uruguay a toujours eu pour ligne politique de soutenir résolument le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

49. Il est bon à ce propos de s'arrêter sur quelques points de l'ordre du jour. Tout d'abord, l'Uruguay appelle les parties au conflit au Sahara occidental à ne rien négliger pour parvenir à l'application complète du plan de règlement, ce qui permettra de procéder enfin au référendum sur l'autodétermination de la population de ce territoire. L'Uruguay engage le Secrétaire général et ses représentants, à cet égard, à continuer les pourparlers de manière que l'opération d'identification puisse être achevée en temps utile, conformément au plan de règlement initial. Il importe d'user de tous les moyens disponibles pour mener cette tâche à bien et éviter ainsi tout événement qui risquerait d'entraîner le départ de l'ONU de cette région, ou la reprise du conflit armé.

50. S'agissant des Tokélaou, l'Uruguay note avec satisfaction que le processus de détermination du statut définitif de ce territoire pourrait aboutir rapidement. À ce propos, il faut se féliciter de la position de la Nouvelle-Zélande, Puissance administrante qui a autorisé la mission de visite à effectuer son travail aux Tokélaou, de même que de la coopération entre les autorités néo-zélandaises et la population du territoire.

51. Pour ce qui est de la Nouvelle-Calédonie, la délégation uruguayenne appuie l'invitation adressée par le Comité spécial aux parties à continuer de favoriser l'établissement de conditions générales permettant de progresser vers un acte d'autodétermination qui laisse ouvertes toutes les possibilités et préserve le droit de tous les Néo-Calédoniens, conformément aux Accords de Matignon, de choisir leur destin.

52. S'agissant des îles Malvinas, l'intervenant se félicite des accords conclus en vue d'une solution concrète du problème sur la base des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Comité spécial.

53. M. LAMAMRA (Algérie) dit qu'à la veille du cinquantenaire de l'ONU, les travaux de la Quatrième Commission donnent à cet événement un relief historique particulier. L'attachement collectif aux idéaux, aux valeurs et aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, qui s'exprime dans l'activité de la Commission, fait d'elle le garant de l'achèvement avant l'an 2000 du processus de décolonisation. La réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du

/...

14 décembre 1960, a connu des progrès remarquables grâce à l'activité résolue et inlassable de la Quatrième Commission et du Comité spécial. L'Algérie s'enorgueillit tout particulièrement de sa propre lutte de libération et de son attachement indéfectible à la noble mission civilisatrice de décolonisation.

54. Il est tout naturel d'évoquer à ce propos la cause de la population du Sahara occidental, dont le droit à l'autodétermination a fait l'objet du plan de règlement qui a suscité un espoir authentique de rétablissement d'une paix durable dans cette région d'Afrique grâce à un référendum libre, juste et impartial.

55. Pourtant, quatre ans après l'approbation de ce plan, sa mise en oeuvre se heurte à une multitude d'obstacles et de difficultés; le déroulement de l'opération d'identification a donné lieu notamment à de graves irrégularités, car il s'est produit des manoeuvres ayant pour but d'en modifier le caractère et d'en déterminer à l'avance l'issue, un nombre important de personnes n'appartenant pas à la population de souche du territoire y ayant été transférées. Ces tendances dangereuses se marquent clairement lorsque l'une des parties insiste pour que la Commission d'identification examine 180 000 demandes d'inscription sur les listes électorales. Or, ce chiffre représenterait un corps électoral trois fois plus important que prévu dans le plan de règlement, où il n'est question que d'actualiser les données du recensement de 1974. Comment une simple actualisation des données, quelle que soit la méthode retenue, permettrait-elle de tripler l'effectif de base des électeurs?

56. Il est patent que l'on tente ainsi de contraindre l'ONU à entériner une modification fondamentale de la composition démographique du Sahara occidental, et de faire échouer en outre d'autres éléments fondamentaux du plan de règlement. On ne peut qu'être préoccupé par ailleurs de constater que d'aucuns portent atteinte aux normes obligatoires du droit international, parfois en présence des représentants de la MINURSO, et qu'il n'a pas encore été défini de solution aux difficultés que susciteront la réglementation et le contrôle dans la période suivant le référendum; il est particulièrement inquiétant d'entendre certains déclarer que les résultats du référendum seront récusés si les tenants de l'indépendance l'emportent.

57. Il est donc urgent d'assurer à la population du Sahara occidental la possibilité de réaliser son droit à l'autodétermination dans des conditions acceptables pour elle-même, comme pour la communauté internationale. Les difficultés auxquelles se heurte la MINURSO exigent que toutes les institutions concernées redoublent de vigilance, et font ressortir la nécessité de favoriser l'instauration entre les deux parties d'un climat de confiance et de coopération efficace, — ce qui est impossible si le dialogue direct ne reprend pas au niveau voulu entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario —, dans le but d'accélérer la réalisation de tous les aspects du plan de règlement.

58. L'Algérie est gravement préoccupée par les événements qui retardent l'établissement d'une paix durable et juste au Sahara occidental. Elle suit de près les réactions du Conseil de sécurité, et l'impatience croissante qu'y suscitent les retards entravant la réalisation du plan de règlement, et, notant que le Conseil, dans sa résolution 1017 (1995) du 22 septembre 1995, envisage le retrait éventuel de la MINURSO, réaffirme que l'ONU ne peut renoncer aux

/...

engagements qu'elle a pris, ce qui aurait pour seule conséquence de créer un vide politique. L'Algérie appelle à cet égard les membres de la Commission à faire usage de toute leur autorité politique pour garantir à la population du Sahara occidental le plein exercice de son droit à l'autodétermination.

59. M. WALLACE (États-Unis d'Amérique) dit que les résolutions et décisions du Comité spécial servent à rappeler les succès remarquables que l'Organisation a obtenus en matière de décolonisation, puisqu'elle a aidé des centaines de millions de personnes, dans des dizaines de territoires du monde entier, à exercer leur droit à l'autodétermination. Mais il faut bien dire que parler à l'heure actuelle de sujétion, de domination et d'exploitation, ou mentionner la notion de décolonisation comme applicable aux Territoires, c'est ignorer les grands changements politiques et socio-économiques que ces territoires ont connus depuis 35 ans.

60. Les populations de la plupart de ces territoires comprennent que l'accession à l'indépendance n'est pas le seul moyen dont elles disposent d'exercer leur droit à l'autodétermination, qu'elles ont des options beaucoup plus larges que celles qui sont évoquées dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960. Il y a là un aspect des choses qui doit trouver son expression dans les décisions et résolutions pertinentes de la Commission.

61. Les populations de la majorité des territoires non autonomes ont choisi en pleine connaissance de cause d'adopter certains concepts et des méthodes démocratiques, tout en conservant le droit de modifier à leur gré le statut de leur territoire en exprimant démocratiquement leur choix selon les modalités prévues par leur constitution. Il convient de respecter leur choix, et de tenir compte de la situation réelle dans les résolutions et décisions de la Commission. On pourrait alors réduire la liste des territoires non autonomes. Dans un souci d'efficacité des travaux, la Commission devrait envisager la possibilité d'entendre directement les pétitionnaires, sans passer par le Comité spécial, qui a été créé il y a plus de 30 ans, alors que la situation était très différente.

62. Les problèmes socio-économiques des territoires non autonomes sont les mêmes que ceux des petits États insulaires. Ils ne découlent pas d'une situation coloniale passée ou présente, et on peut recourir aux mêmes mécanismes pour les résoudre, ce qui devrait aussi trouver son expression dans les résolutions de la Commission.

63. Les États-Unis reconnaissent que les missions de visite de l'ONU sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires non autonomes. Il faudrait toutefois préciser clairement que ces missions ne sont pas indispensables dans tous les cas, ni même dans la majorité d'entre eux. Les États-Unis reconnaissent aussi que l'organisation d'un référendum ou d'une autre forme de consultation populaire sur le statut futur d'un territoire non autonome est un moyen approprié de déterminer les vœux de la population. Mais il paraît incongru de demander systématiquement aux puissances administrantes, dans la résolution qui concerne chacune d'entre elles, de déterminer par le biais d'une consultation populaire les vœux et aspirations de la population, car ces consultations ne sont pas nécessaires dans tous les cas. Les États-Unis

appuieront les résolutions et décisions qui rendront compte de cet état de choses, sans préjudice de l'examen par l'ONU de la situation des territoires non autonomes, qui entre dans le domaine de compétence légitime de la Quatrième Commission.

64. M. AL-ATTAR (République arabe syrienne) dit que durant les 50 années d'existence de l'Organisation, celle-ci a obtenu de grands succès pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de la coopération entre les États, sur la base des principes énoncés dans la Charte. Mais si on étudie de près les réalisations de l'ONU durant cette période, on peut en conclure que l'un des résultats les plus importants et les plus concrets de son activité a été le succès du processus de décolonisation. Depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 1514 (XV) le 14 décembre 1960, plus de 80 pays et territoires coloniaux ont accédé à l'indépendance et sont devenus Membres de l'Organisation en tant qu'États souverains.

65. Mais la décolonisation n'est pas achevée pour autant : il existe encore des territoires qui n'ont pas accédé à l'indépendance. Il s'agit pour l'essentiel de petits territoires insulaires, faiblement peuplés et dont les ressources sont limitées. Mais les peuples qui habitent ces territoires ne doivent pas être privés du droit de disposer d'eux-mêmes conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale.

66. Lors d'une session récente, le Comité spécial de la décolonisation a pris des mesures visant à rationaliser ses travaux et à modifier la présentation de ses projets de résolution, y incluant un appel aux puissances administrantes à participer à ses travaux. Sans la coopération des puissances administrantes, il ne sera pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions. Il faut que les puissances administrantes lui donnent la possibilité d'envoyer dans les territoires qu'elles administrent des missions de visite qui y réuniront des renseignements, conformément aux dispositions de l'Article 73 de la Charte. Il faut noter à cet égard que c'est grâce à la coopération de la Nouvelle-Zélande, Puissance administrante, que la population des Tokélaou a pu choisir la formule de la libre association avec ce pays, et que le Comité a donc supprimé la question des Tokélaou de son ordre du jour. Il semblerait judicieux d'accorder la priorité aux travaux du Comité spécial et de le soutenir soit en lui allouant des crédits prélevés sur le budget ordinaire de l'ONU, soit en incitant les États Membres à élargir leur soutien. Les réformes en cours et la réduction des dépenses et du nombre de réunions ne doivent pas retentir sur le programme de travail du Comité spécial. Il faudrait aussi que les institutions spécialisées renforcent leurs programmes d'aide aux territoires non autonomes, afin d'en stimuler le développement socio-économique. Dans le processus de décolonisation, il importe par ailleurs que l'Organisation diffuse le plus largement possible des renseignements sur les différents moyens de parvenir à l'autonomie, conformément au principe IV de l'annexe à la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960. La Syrie a été l'un des premiers pays à s'associer aux travaux du Comité spécial, car elle est convaincue que l'on ne peut parvenir à la paix et à la sécurité qu'en menant à bien la décolonisation. La situation internationale est actuellement favorable, et il est donc indispensable de faire le nécessaire pour garantir à tous les territoires la possibilité d'accéder à l'indépendance et de choisir le mode de

gouvernement qui correspond à leurs intérêts et favorise leur développement socio-économique.

La séance est levée à 13 h 5.